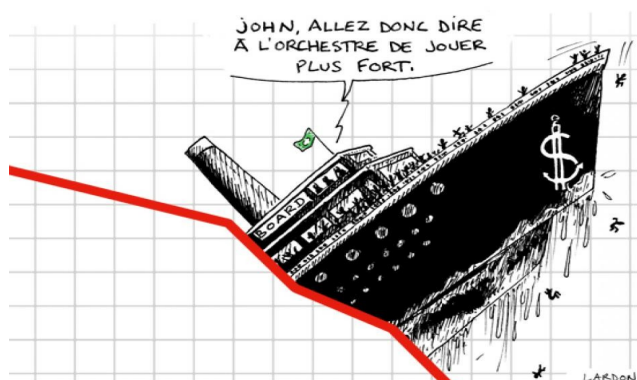


Ne laissons pas les marchés décider de notre destin

Les agences de notation, ces mercenaires des marchés financiers

Depuis quelque temps des agences aux noms imprononçables défraient les chroniques journalistiques, et multiplient les déclarations alarmistes : *Moody's*, *Standard & Poor's*, *Fitch*. Il s'agit d'agences de notations qui distribuent des bons et mauvais points aux États et font ainsi la loi sur la planète finance. Elles sont les mercenaires des marchés et travaillent pour eux à faire payer la crise aux peuples. Les États sont le plus souvent réduits au rang de cancre par ces agences : un jour c'est la dégradation de la note de l'Espagne, la Grèce, un autre l'Italie puis la Slovaquie... Les banques pénalisent les États « mal notés » par des taux d'intérêts prohibitifs. En donnant du crédit à ces agences de notations, les États se rendent complices de ce système qui fait la part belle aux spéculateurs.



Qu'est ce qu'un plan d'austérité ?

Ce sont des mesures de restrictions pour le peuple, des mesures qui s'attaquent aux services publics (santé, éducation nationale), à la politique sociale, et qui imposent la baisse des salaires. Cette rigueur touche directement les citoyen-ne-s, les usagers et les salarié-e-s de la fonction publique.

Moody's menace d'abaisser la note de la France : un chantage politique à quelques jours du G20 !

C'est au tour de la France de trembler devant les agences de notations, Nicolas Sarkozy a déclaré : « Notre destin se jouera dans les dix jours ». Le Président, complice des marchés financiers use de son ton tragique pour acter la fatalité des mesures d'austérité qu'il veut mettre en place.

Le problème est que Nicolas Sarkozy a préféré faire des cadeaux aux plus riches avec son célèbre paquet fiscal : il a fait le choix d'aider les puissants. Résultat, de cadeaux fiscaux en plans de sauvetage des banques, en passant par le paiement des intérêts, la dette publique a explosé. Maintenant il veut que le peuple sacrifié, piétiné par les politiques néolibérales paie la crise.

Citoyennes et citoyens : face à leur cupidité, mêlez-vous de la politique, du débat d'idée.

Le Front de gauche propose de mettre fin aux privilèges des détenteurs de capitaux dont les actions spéculatives sont la cause des crises financières incessantes.

Là où les puissants expliquent « triple A triple exigence » et entendent : rigueur, austérité et régulation, le Front de gauche se bat pour trois exigences toutes autres : justice sociale, solidarité et démocratie.

Les rendez-vous de 2012 seront l'occasion de la faire entendre avec Jean-Luc Mélenchon, candidat commun à l'élection présidentielle et avec l'ensemble des candidat-es du Front de gauche aux législatives

Ce que nous voulons :

La création d'un pôle public financier
L'augmentation de l'Impôt sur les grandes fortunes (ISF) et sur les revenus du capital
La taxation des revenus financiers des entreprises
La suppression des exonérations de cotisations sociales patronales
Le SMIC à 1700 euros et le salaire maximum

